

SAINT-JOSEPH

Quand la plantation devient solaire

Aussi bien Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, que le président de la république des Seychelles, James Alix Michel, ont salué le concept innovant et unique de la ferme maraîchère agri-solaire inaugurée hier matin à Saint-Joseph.

"On a l'habitude d'entendre que les îles et les départements d'outre-mer sont en retard. Or depuis mon arrivée ici, je constate que La Réunion est une île en avance sur son temps et cette ferme agri-solaire en est un bel exemple. En matière de développement durable et d'énergies renouvelables, on a aucune leçon à lui donner." Marylise Lebranchu, la ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique a salué le concept innovant et unique de la ferme agri-solaire mise en place par Jean-Bernard Gonthier, agriculteur, avec son fils Sébastien dans les hauts de Saint-Joseph, allant même jusqu'à inviter le professionnel, qui est aussi le président de la chambre d'agriculture, à venir en métropole pour présenter son exploitation.

UNE LOGIQUE GAGNANT-GAGNANT

La ministre n'est d'ailleurs pas la seule à saluer cette initiative de partenariat entre production agricole et production d'électricité. "Nous subissons aussi les contraintes d'un petit territoire qu'il faut protéger, avoue le président de la république des Seychelles, James Michel. Ce genre de



Jean-Bernard Gonthier (de dos) fait goûter le célèbre gingembre à la ministre.



Jean-Bernard Gonthier, James Michel, Marylise Lebranchu et Patrick Lebreton inaugurent la ferme agri-solaire de Saint-Joseph (photos Jean-Claude François).

ferme nous intéresse beaucoup." Quand son fils est sorti de l'école en 2010, ils ont décidé ensemble de se lancer vers l'agriculture bio. Mais avant d'être certifié "AB", il faut passer par le stade d'une agriculture raisonnée et l'installation de ces serres photovoltaïques tend vers ce genre d'agriculture. En une année, l'agriculteur a diminué de 80% ses traitements phytosanitaires. Son exploitation est autonome en eau puisqu'il récupère toute l'eau de pluie de ces quelque 14 000m2 de toit.

Le concept de la ferme agri-solaire est simple : il met à disposition son terrain à Akuo Energy et cette entreprise installe, par l'entremise de sa filiale Austral Energy sur l'île, une génération de serres anticycloniques à couverture semi-photovoltaïque (50% de panneaux, 50% de toile ondulée diffusante), sécurisant les cultures et leurs rendements. "Je reste un agriculteur et je ne suis pas un producteur d'électricité, insiste Jean-Bernard Gonthier. C'est du gagnant-gagnant !" Une construction

qui a coûté environ 7 millions d'euro pour 12 serres. "Nous en sommes déjà à notre 7ème projet de ce genre sur l'île, pour suit Eric Scotti président d'Akuo Energy qui a inauguré au lampon ce genre d'exploitation mais dédiée aux fleurs. Au monde, il n'y a pas d'équivalent en stockage d'énergie." L'énergie produite sur le site de Saint-Joseph couvre les besoins et électricité d'environ 800 foyers.

Véronique Tournaire
vtournier@jfr.fr

SAINT-PIERRE

Des images à partager



Marylise Lebranchu et James Michel ont suivi avec une attention particulière les éventuelles coopérations qui peuvent être envisagées entre La Réunion et Les Seychelles en matière de surveillance par images satellites (photo Jean-Claude François).

Dans le cadre du plan d'action 2013-2015 qui engage la Réunion et les Seychelles à coopérer dans différents secteurs, signé en début de semaine par le président de la Région Didier Robert et le président seychellois, James Michel, un groupe de travail doit se réunir autour de la sécurité en général comme les menaces naturelles (cyclone, séisme...), des menaces volontaires (terrorisme, piraterie...) ou des menaces accidentelles (naufrage...). Ce groupe parlera certainement de la Station SEAS-OI, la Station de Surveillance Assistée par Satellite dans l'océan Indien visitée hier matin à Saint-Pierre par le président seychellois et la ministre Marylise Lebranchu.

"Utiliser et échanger autour d'un

outil comme cette station nous intéresse, explique Jean-Paul Adam, le ministre des affaires étrangères seychellois. Il existe déjà des échanges d'informations entre notre pays et La Réunion. Mais il y a d'autres domaines comme l'environnement pour surveiller la pêche illicite par exemple ou lutter contre le réchauffement climatique. Une convention avec le CROSS pour lutter contre la piraterie, le trafic de drogue dans nos zones maritimes peut être utile et envisagée." Les images, aussi bien optiques que par radar, prises par la Station SEAS-OI en temps réel et sur un rayon d'action d'environ 2 500km permettent d'agir plus rapidement sur, par exemple, une catastrophe naturelle ou une menace volontaire.

V.T.

PIRATERIE

Les Seychelles restent sur leurs gardes

Un hélicoptère qui surgit au dernier moment, deux bateaux de commandos marine qui viennent en renfort et encerclent le navire suspect : en moins de cinq minutes voici deux pirates interpellés et ramenés à bord du Floréal. L'opération n'a pas eu lieu au large de la Somalie hier mais dans la darse militaire du port ouest. Démonstration des Fazoï à l'attention du président des Seychelles, James Michel, et de ses ministres.

L'archipel collabore en effet depuis 2009 avec la France et plus largement avec l'Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime. Les Seychelles et leur grande zone économique exclusive (1,3 million de km2) ont été durement touchées au plus fort de la crise. Le secteur de la pêche a été le premier concerné avant que les îles ne subissent une flambée des coûts des importations.

Faute de pouvoir mobiliser de grands navires militaires comme le Floréal ou le Nivose qui interviennent chaque année dans le dispositif européen Atalante, les autorités locales ont accepté de juger les pirates sur leur sol. Charge aux Français, Britanniques et autres de les capturer, aux Seychellois d'assumer les procédures judiciaires et l'emprisonnement.

"TOUT LE MONDE PAIE"

Logique pour le ministre des Affaires étrangères, Jean-Paul Adam qui estime que les conséquences sont largement partagées. "Pour un petit état insulaire, plus au nord, plus proche, le risque est plus fort bien sûr (...) C'est un problème existentiel pour nous (...) Mais en réalité, chaque état souffre de la piraterie. Tout le monde paie pour la piraterie". Et d'illustrer son propos



Le président des Seychelles a observé la manœuvre à bord du Floréal.

Démonstration des Fazoï hier après-midi dans la darse militaire du port (photos R. Lt.).

par ces fameuses taxes spéciales appliquées par les compagnies maritimes qui renchérissent les prix du transport.

Depuis plusieurs mois, la pression des pirates s'est tout de même nettement atténuée. La dernière arrestation effectuée par des militaires français remonte par exemple à la fin de l'année dernière. Les raisons de cet essoufflement sont plurielles : traques menées à terre par les autorités du Puntland, organisation de convois de navires sous escorte, embarquement à bord de mercenaires privés et collaboration internationale.

Les différents dispositifs semblent faire

leurs preuves et il n'est donc pas question pour les pays de la COI de desserrer l'étreinte. Au risque de laisser de nouveau les pirates évoluer loin des côtes somaliennes où ils sont désormais cantonnés pour la plupart. L'enjeu est considérable.

Le 20 juin dernier, la volonté de coopération internationale a d'ailleurs été réaffirmée à bord de la frégate française Guépratte. L'ambassadrice de France aux Seychelles y a reçu des représentants seychellois et européens.

R. Lt.